

Partie I

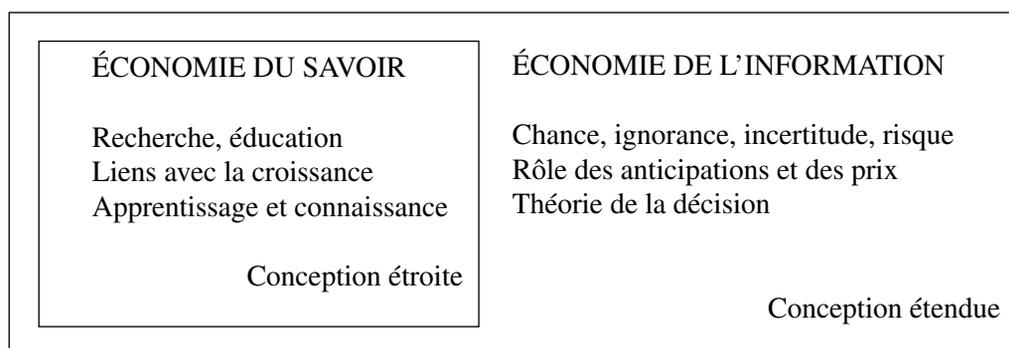
La connaissance en question : analyse descriptive

Au niveau théorique, les travaux se sont multipliés, et plus particulièrement ces dernières années, depuis l'ouvrage précurseur¹ de J.-L. Maunoury (1972) sur *l'économie du savoir*, qui mettait déjà en avant « l'intellectualisation de la production », que l'on qualifie aujourd'hui de « révolution de l'intelligence » (H. de Jouvenel [2007, p. 36]). À la différence des informations « banales » (données formatées plus ou moins structurées), les savoirs possèdent la propriété essentielle d'engendrer par eux-mêmes de nouvelles connaissances. Ce sont des « ressources immatérielles englobant des éléments de diverse nature : humaine (les savoir-faire individuels), organisationnelle (les structures, les modes de gestion et les routines organisationnelles), technologique (les brevets, les procédés, les publications scientifiques), commerciale (l'image institutionnelle, la réputation, la marque souvent appelée le capital marque) » (A. Mbengue [2004]), ou, plus succinctement, ces capacités cognitives et d'apprentissage inhérentes à la connaissance qui favorisent l'innovation (on parle alors de « capacité d'absorption² » ; W. Cohen, D. Levinthal [1990]). Cette dernière, et la croissance qui en découle, seront d'autant plus dynamiques que le système de production et d'acquisition des connaissances et de savoirs, en particulier « nomades », qui la sous-tend sera performant (M. Marchesnay [2008], C. Marmuse [2007]). Il est donc nécessaire d'opter pour une conception étendue de « l'économie de la connaissance » (D. Foray [2000] [2009], M. Kahn [2001], ESPON [2007]), et donc une conception plus étroite pour « l'économiste du savoir », en gardant à l'esprit que l'acquisition et l'utilisation de l'information sont les bases mêmes de la « nouvelle » économie.

1. Aux États-Unis, les intuitions de F. Hayek [1945] et de K. Arrow [1962] sur le futur rôle des savoirs, et l'ouvrage de Fritz Machlup, publié en 1962, *The Production and Distribution of Knowledge in the United States*, font référence. Ce dernier englobait dans le secteur de la connaissance : les activités de communication, l'éducation et les médias, l'informatique et les services informationnels (B. Godin [2007]).

2. En tant que « capacité de la firme à reconnaître la valeur d'une information nouvelle, de l'assimiler et de l'utiliser à des fins commerciales ».

Figure 1. L'économie de la connaissance



Source : D. Foray [2000]

Si l'information en tant que renseignement est réductrice d'incertitude, en tout cas « *modifie notre vision du monde* » (R. Reix [2006], P. Barbet, I. Liotard [2006], M. Delapierre, P. Moati, E. M. Mouhoud [2000]), elle renvoie à un cadre plus large que celui qui caractérise le savoir. I. Nonaka [1994], père du *Knowledge Management* précise à ce sujet que « *l'information est un médium nécessaire à la création et à la formalisation des connaissances, mais information et connaissance sont des représentations qui diffèrent par leur localisation : l'information est inscrite dans un message, alors que la connaissance existe dans la mémoire humaine. Toute connaissance externalisée devient une information, et toute l'information intégrée et interprétée par un homme devient une connaissance* ». Mais face à l'augmentation exponentielle du nombre de connaissances (en particulier via les NTIC, et tout spécialement par la numérisation), on assiste à un « *glissement sémantique du verbe "savoir"... qui signifie "savoir que ça existe" et où je pourrais le trouver rapidement quand j'en aurais besoin* » (J.-Y. Prax, B. Buisson, P. Silberzahn [2005, p. 125-126], K. Sveiby [2000]), autrement dit l'important est aujourd'hui de connaître « l'existence de » plus que son « contenu détaillé », lequel sera « trouvable » et « actionnable » le plus rapidement possible. On passe donc de la connaissance à la métaconnaissance (la connaissance de la connaissance ; E. Morin [1986]), avec des enjeux cruciaux en matière de rigueur (« organisationnelle ») et de mémorisation-flash.

Au-delà des contours conceptuels, un des principaux objectifs du programme européen ESPON fut de mesurer quantitativement et qualitativement la réalité englobée par le concept de « société de l'information » (CAE [2004a], P. Vidal [2007]), étant entendue que « *l'économie de la connaissance est une définition plus large de la société de l'information, cette dernière incluant différentes formes de connaissances et d'informations de la vie économique et sociale au sein de trois dimensions* » (ESPON [2007, p. 10]), en y associant une perspective territoriale (« territorial knowledge management » selon R. Cappelin [2004]) :

- premièrement, l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les entreprises et les ménages ;
- deuxièmement, le développement des secteurs intensifs en technologies (industriels et serviciels) dont les dépenses de R&D débouchent sur le dépôt de brevets ;
- enfin, la dimension sociale intégrant le rôle de l'éducation et des NTIC dans la vie quotidienne.